



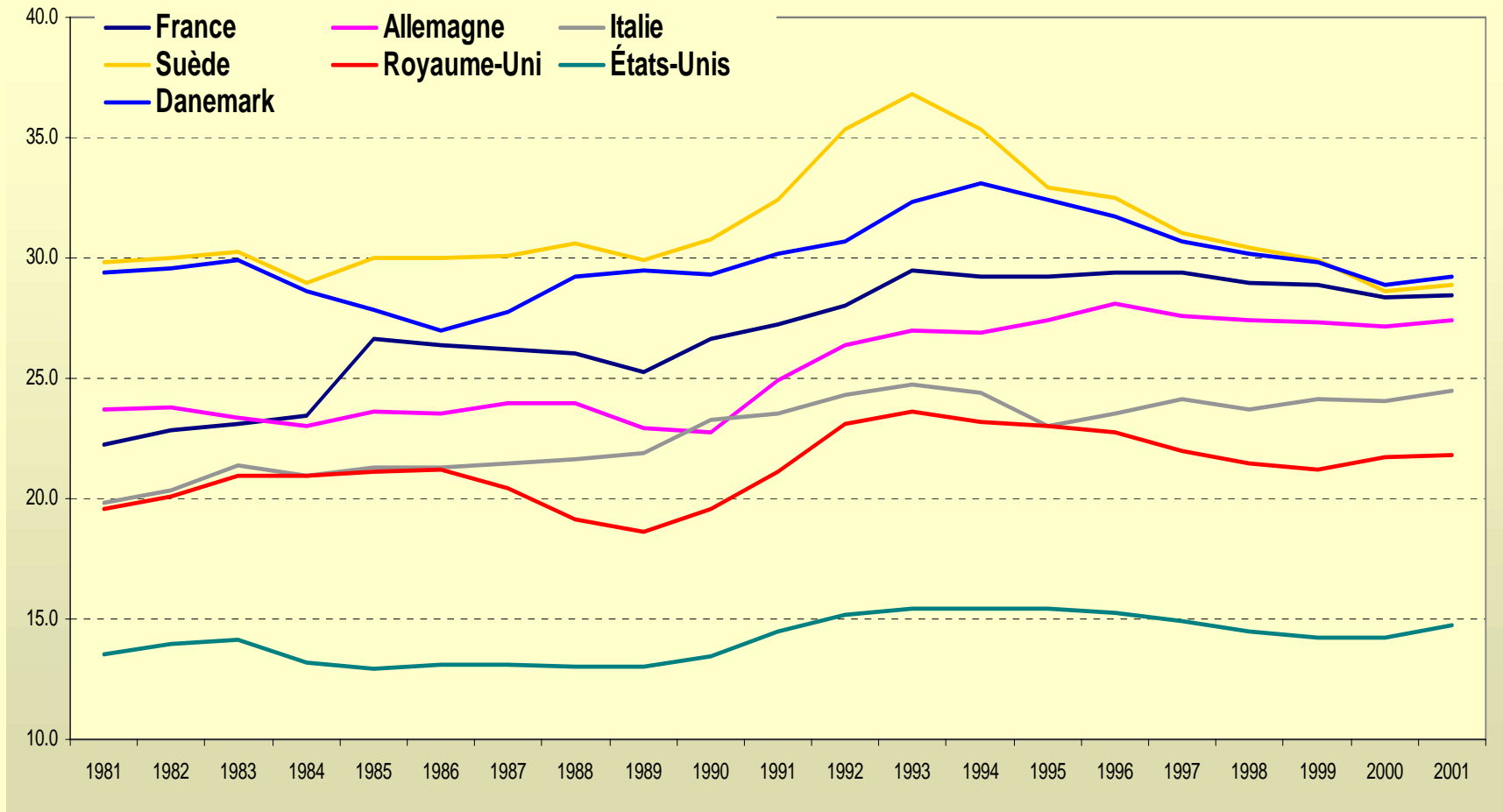
« La dynamique des réformes : contraintes économiques et bouclage macro-économique »

Gérard CORNILLEAU
Economiste, OFCE

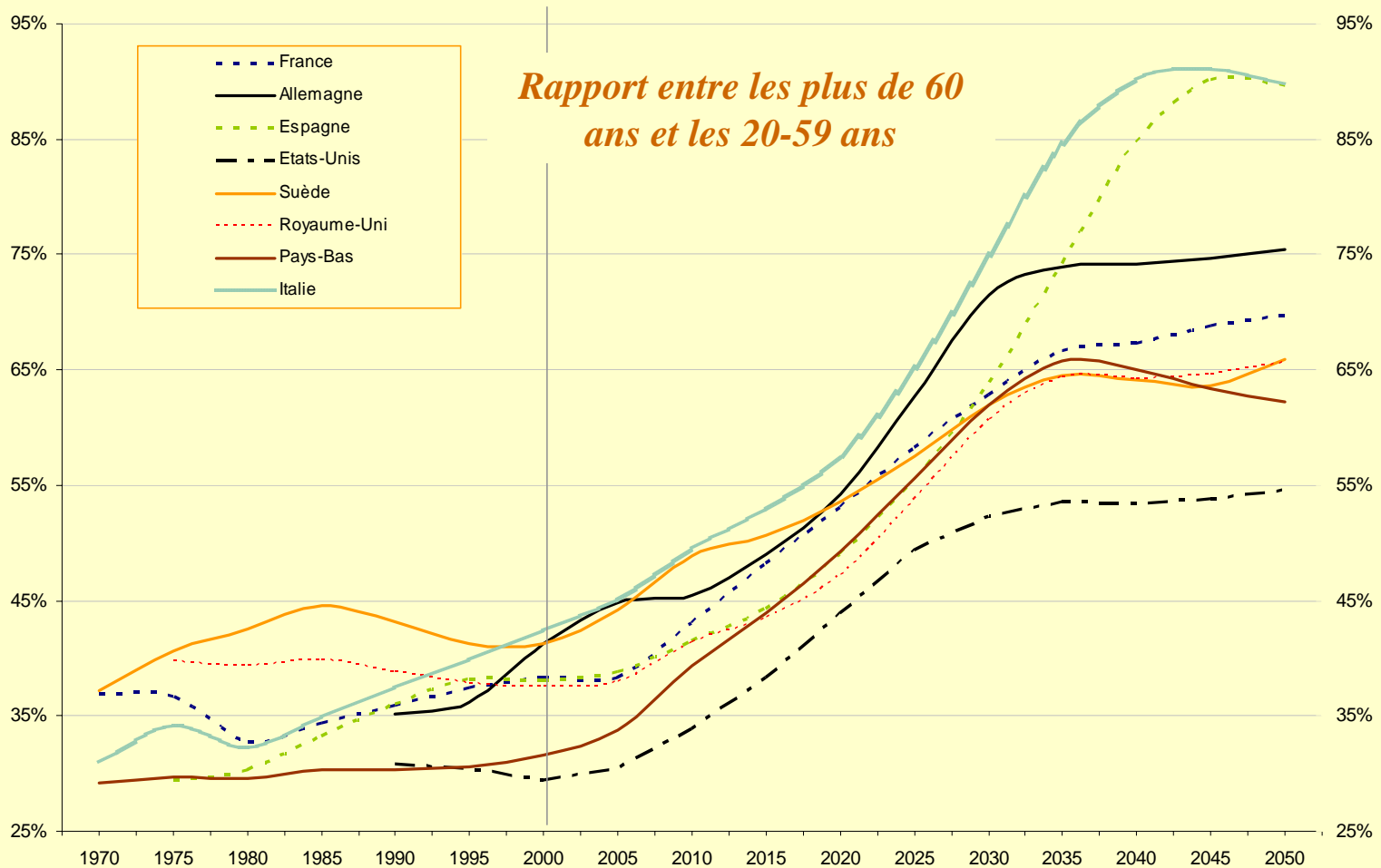
La dynamique des réformes : contraintes économiques et bouclage macro-économique

- ❖ Les dépenses de protection sociale ont peu augmenté au cours des vingt-cinq dernières années mais elles devraient connaître une hausse importante du fait du vieillissement, selon des rythmes et des intensités variables selon les pays
- ❖ Dans tous les pays une hausse des cotisations est indispensable : le défi des réformes est de rendre compatible la hausse des prélèvements avec les équilibres macroéconomiques

Les dépenses de protection sociale dans le PIB : Une augmentation limitée qui conserve la trace de la conjoncture macroéconomique



Le vieillissement entraînera une augmentation des besoins : tous les pays sont concernés mais avec des intensités variables



Vieillesse et survie :

- ❖ La pension moyenne nette évolue comme la rémunération nette moyenne
- ❖ Les dépenses totales évoluent donc comme le salaire net moyen et le nombre de retraités
 - Taux de remplacement net constant

Chômage :

- ❖ L'indemnité moyenne évolue comme la rémunération nette moyenne
- ❖ Les dépenses évoluent comme la rémunération nette moyenne et le nombre de chômeurs

Famille :

- ❖ Les dépenses évoluent comme la rémunération moyenne et le nombre de moins de 20 ans

Santé :

- ❖ Dépense par personne de 20 ans évolue comme le PIB par tête
- ❖ Pas de dérive autonome des dépenses de santé par rapport à la croissance
- ❖ Le rapport entre la dépense par personne de 20 ans et la dépense aux autres âges est constant
 - Le vieillissement induit une hausse des dépenses de santé

Dépenses totales de protection sociale

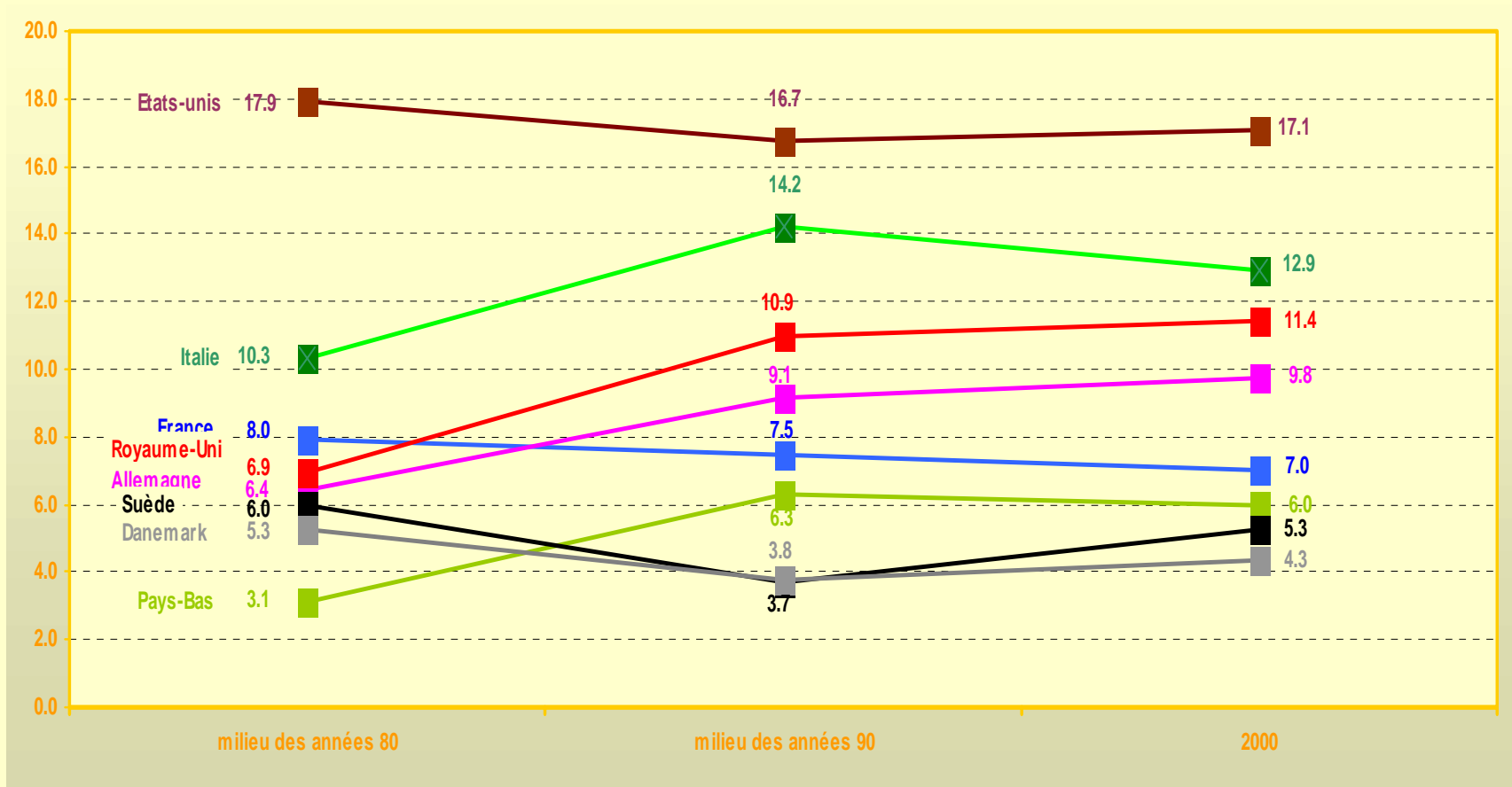
En % du PIB	2000					2050					Variation en points (2) - (1)
	Famille	Chômage	Retraite	Santé	Ensemble* (1)	Famille	Chômage	Retraite	Santé	Ensemble* (2)	
Allemagne	3.0%	2.4%	12.0%	10.3%	29.5%	2.3%	1.2%	17.1%	13.6%	36.0%	6.5
Espagne	0.5%	2.4%	9.1%	7.3%	20.1%	0.4%	0.7%	15.7%	10.3%	27.9%	7.8
France	2.7%	1.9%	12.4%	9.8%	29.7%	2.0%	0.8%	17.2%	12.7%	35.6%	5.9
Italie	0.9%	0.4%	15.4%	7.5%	25.2%	0.6%	0.2%	22.9%	10.5%	35.2%	10
Pays-Bas	1.2%	1.3%	10.9%	10.6%	27.4%	0.9%	1.3%	16.6%	13.8%	36.0%	8.6
Royaume-Uni	1.8%	0.8%	12.3%	9.1%	26.8%	1.4%	0.6%	18.6%	11.5%	34.9%	8.1
Suède	3.3%	2.0%	11.8%	11.8%	30.9%	2.6%	1.4%	16.4%	14.1%	36.5%	5.6
États-Unis	0.5%	0.4%	8.9%	13.1%	23.5%	0.4%	0.5%	12.8%	16.5%	30.8%	7.3

• Les chiffres présentés dans cette colonne correspondent à la somme des 4 postes de la protection sociale présentés dans le tableau auquel s'ajoute le poste « divers » non référencé dans le tableau.

Source : Elisabeth Algava, Gérard Cornilleau et Mathieu Plane, communication au forum retraites CDC-IXIS, Bordeaux, 8 octobre 2004

La pauvreté en hausse quasi générale

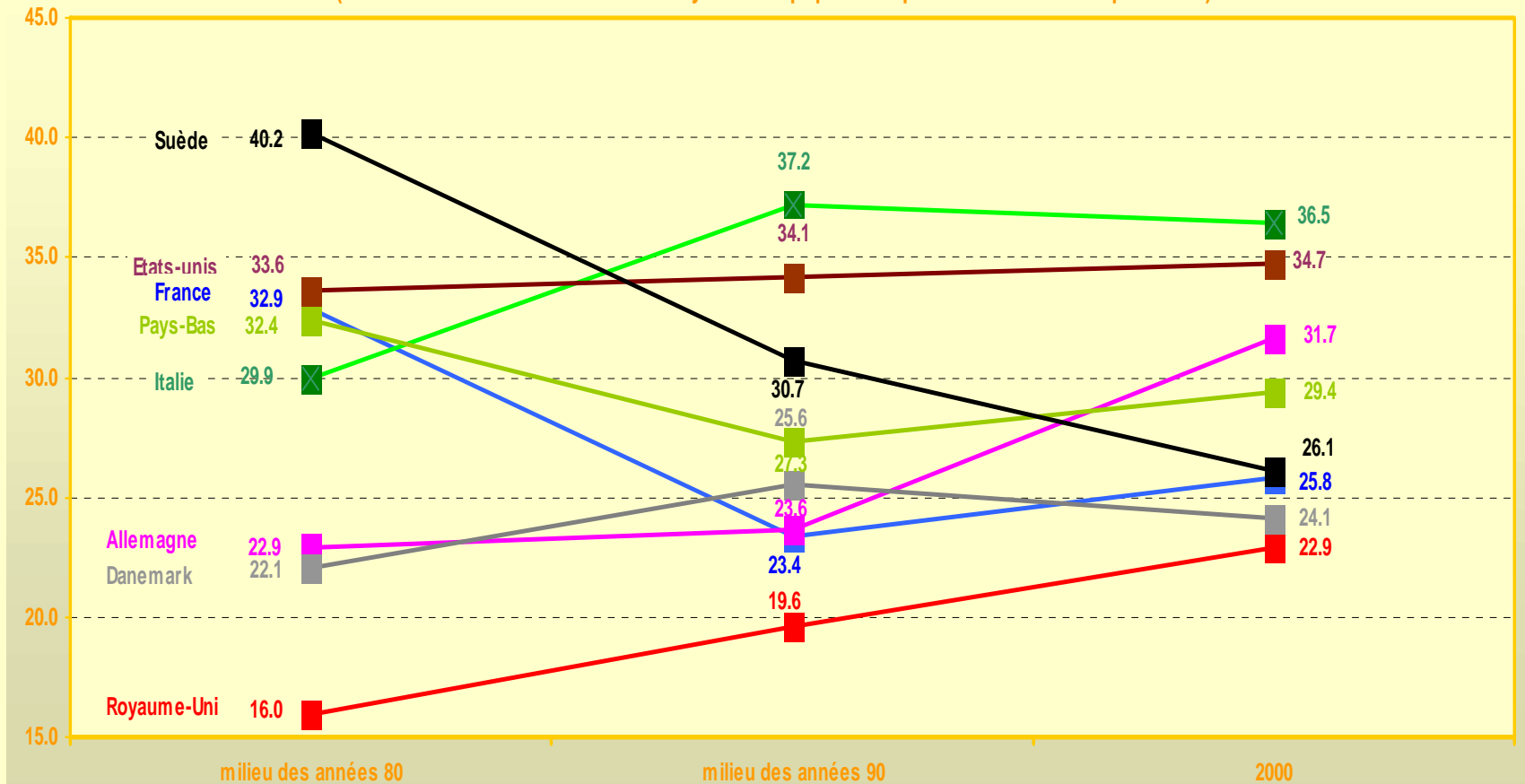
Taux de pauvreté
 (% de la population vivant avec moins de 50% du revenu médian)



L'intensité de la pauvreté a varié de manière très différente selon les pays

Ecart de Pauvreté

(Différence en % entre le revenu moyen de la population pauvre et le seuil de pauvreté)



Trois raisons pour limiter les dépenses de protection sociale

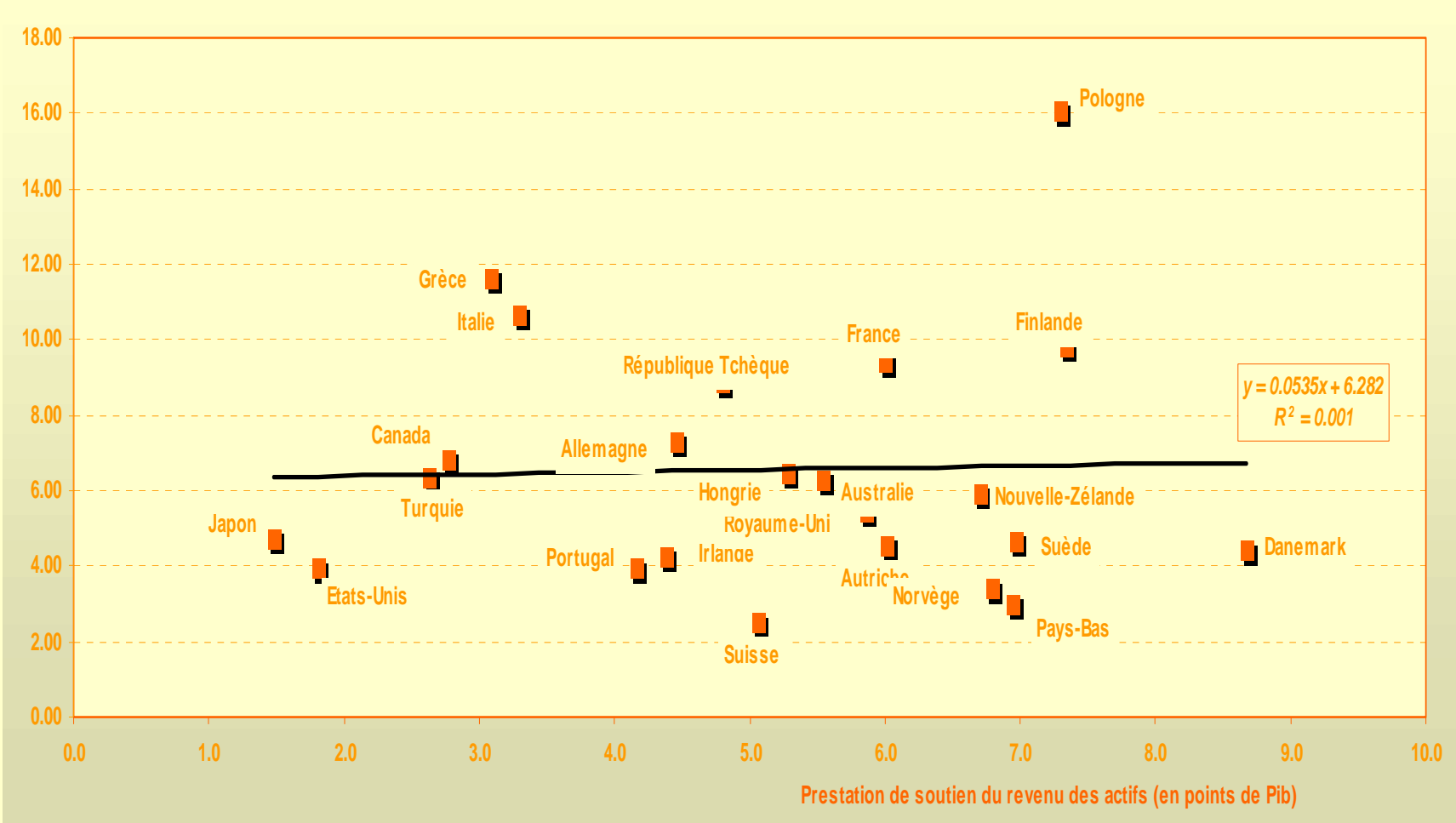
- ❖ *La protection sociale augmente le coût du travail.*
- ❖ *La protection sociale est une incitation à l'oisiveté*
- ❖ *La protection sociale génère des inéquités en transférant des charges des générations actuelles vers les générations futures.*

Deux raisons pour accepter la hausse des prélèvements

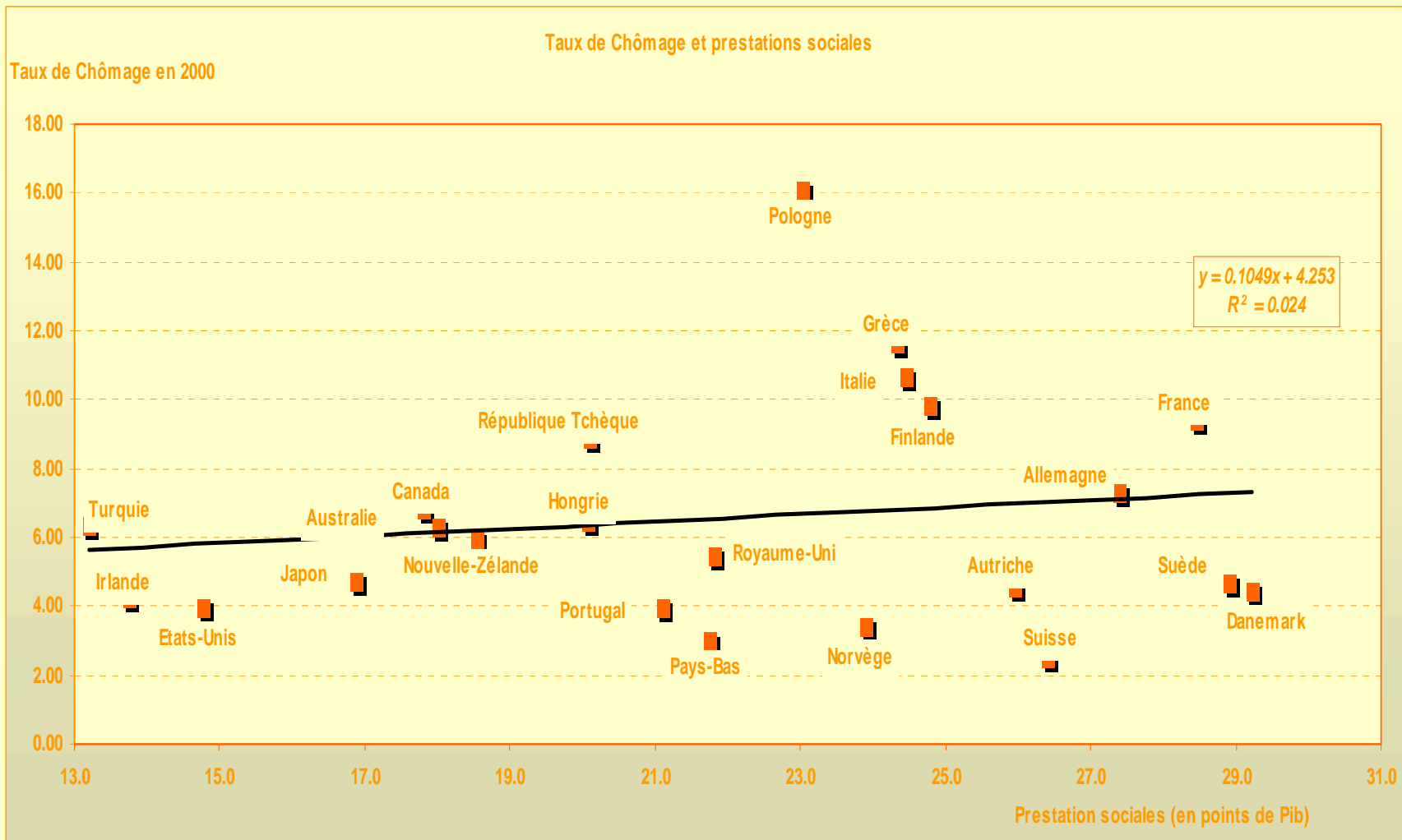
- ❖ *Les raisons ci-dessus n'en sont pas*
- ❖ *La protection social atteint ses objectifs sociaux : y renoncer c'est renoncer à ses objectifs en particulier à lutter contre la pauvreté.*

L'effort en faveur des actifs n'explique pas les différences de taux de chômage...

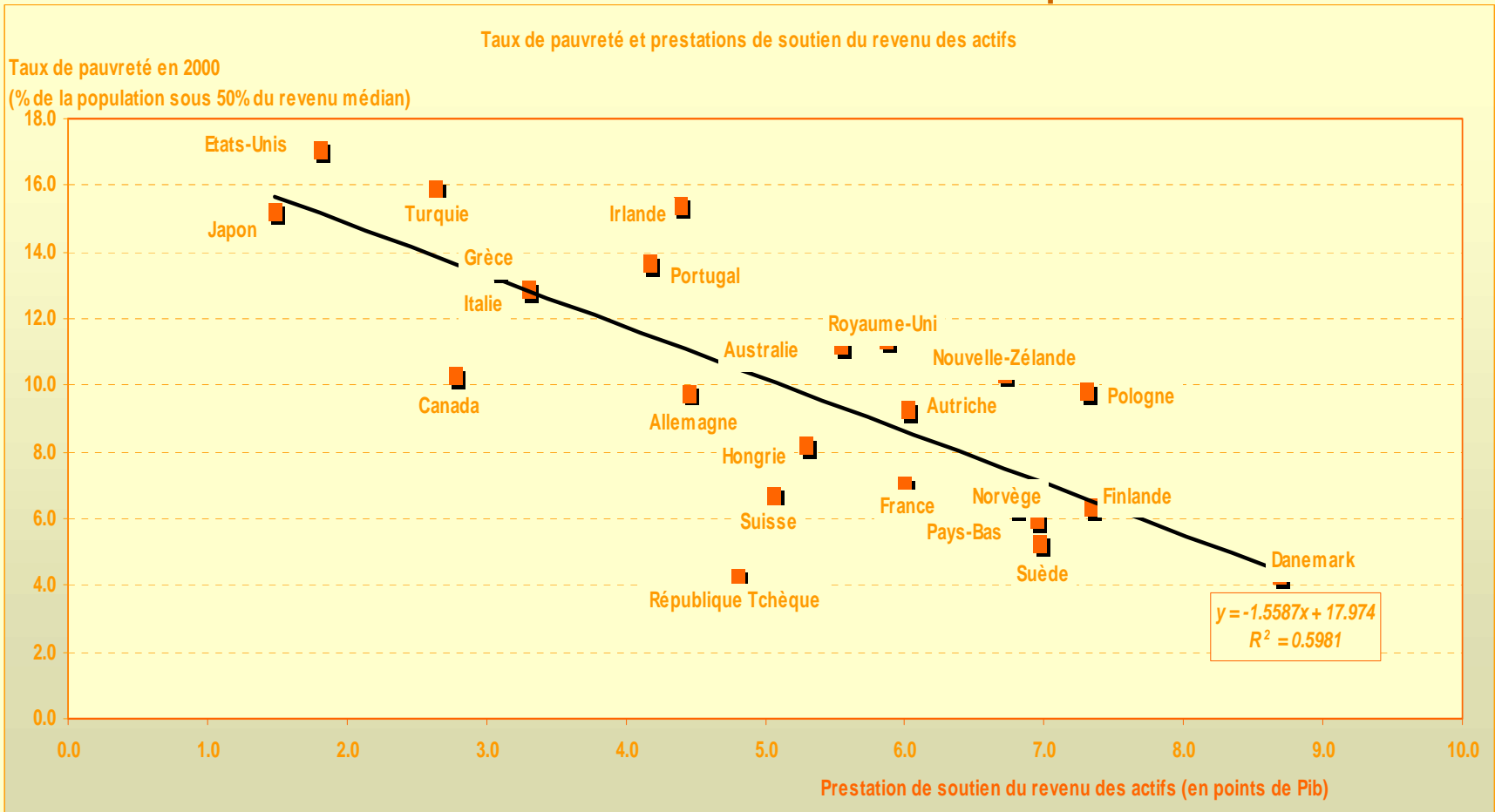
Taux de Chômage en 2000



...pas plus que les dépenses totales de protection sociale



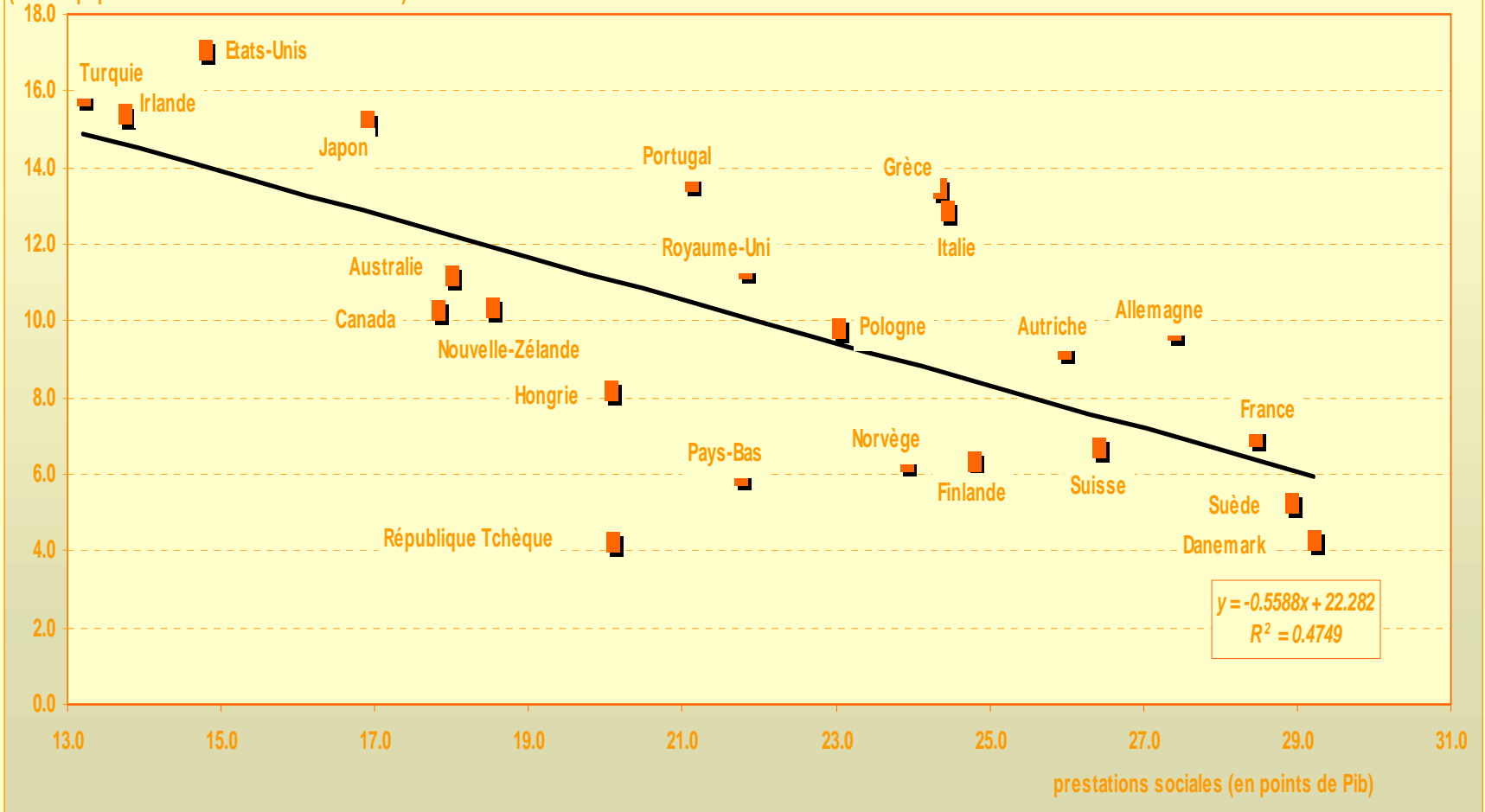
L'effort en faveur des actifs explique par contre plus de la moitié de la variance du taux de pauvreté



Taux de pauvreté et prestations sociales

Taux de pauvreté en 2000

(% de la population sous 50% du revenu médian)



Deux conditions pour assurer à long terme la compatibilité entre hausse des prélèvements sociaux et équilibres macroéconomiques

❖ **Neutralité du point de vue du coût du travail : les dépenses sociales doivent être, pour l'essentiel, financées par les ménages.** *Ceci n'exclut évidemment pas que, pour des raisons d'incitation, le financement de l'assurance chômage ou des conséquences des accidents du travail et des maladies professionnelles soit mis à la charge des entreprises.*

❖ **Équilibre à long terme des dépenses par les recettes courantes : pas de recours à l'emprunt pour le financement à long terme.** *Cette condition n'exclut pas que la protection sociale contribue à la stabilisation macroéconomique à court terme. Pour cela il faut résoudre la question difficile du partage des déséquilibres budgétaires entre composantes structurelle et conjoncturelle*